

Strasbourg :

Un 1er mai de lutte pour la paix, les libertés et une Europe sociale



→ Rendez-vous à 10h au Palais Universitaire, puis manif en direction du Jardin des Deux Rives

<https://www.facebook.com/events/1081166386281121>

L'actualité récente confirme les leçons qu'on peut tirer du siècle dernier : les travailleurs, travailleuses et les peuples sont les seules victimes de la guerre et de ses destructions alors que les capitalistes et les marchands d'armes en tirent d'énormes profits.

C'est pourquoi le mouvement syndical agit pour l'unité internationale des travailleurs, travailleuses et pour la paix.

Nous nous prononçons pour un cessez le feu sur tous les fronts et en particulier en Ukraine et à Gaza.

Pour les mêmes raisons, nous condamnons le racisme et la xénophobie qui ont pour seul effet de diviser les travailleurs, travailleuses face au patronat et au gouvernement.

Alors qu'il maintient un plan pluriannuel de 413 milliards de dépenses militaires, le gouvernement annonce des mesures d'austérité qui ne peuvent que détruire encore plus les services publics.

Il annonce un train de mesures contre les salariés, les retraités, les chômeurs, chômeuses.

Sous prétexte de simplification des normes, il prépare une remise en cause du code du travail.

Le droit de grève est menacé par un projet de loi.

Les profits des entreprises du CAC40 se sont élevés à 145 milliards d'euros en 2023. Dans le même temps les fermetures d'entreprises et les licenciements, comme chez Duravit à Bischwiller, ou chez Dumarey Powerglide à Strasbourg



Alors que l'inflation ne faiblit pas et impacte les revenus les plus faibles, l'augmentation des salaires reste insuffisante et fait baisser le pouvoir d'achat des salariés, retraités et chômeurs, chômeuses.

Nous revendiquons :

- L'augmentation des salaires, du point d'indice des fonctionnaires, des retraités et des minima sociaux,
- La création de postes et le recrutement de fonctionnaires en nombre suffisant,
- La préservation de nos emplois, en faisant primer la dimension sociale et écologique sur la recherche de profits.
- L'abandon du " choc des savoirs ", la création de postes d'enseignant(e)s et de personnels
- L'abrogation de la réforme de l'assurance chômage
- La défense du droit de grève